

**Zeitschrift:** Revue Militaire Suisse  
**Herausgeber:** Association de la Revue Militaire Suisse  
**Band:** 79 (1934)  
**Heft:** 4

**Artikel:** Les exigences et les disciplines actuelles du haut enseignement militaire [suite]  
**Autor:** Duffour  
**DOI:** <https://doi.org/10.5169/seals-341567>

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

**Download PDF:** 30.01.2025

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

## Les exigences et les disciplines actuelles du haut enseignement militaire<sup>1</sup>

(Suite.)

Deux méthodes fondamentales s'offrent quand il s'agit d'acquérir une culture qui prépare *objectivement* à la conception et à la conduite supérieures des opérations militaires.

D'une part, considérant que la guerre est une habitude invétérée de l'homme immuable, on peut entreprendre l'étude des campagnes les plus typiques du passé afin d'en observer les traits essentiels et, par voie de comparaisons ou de rapprochements, d'en dégager soit des constantes, soit des différences qui vous conduisent, celles-ci, à enregistrer des transformations brusques ou des évolutions, celles-là à formuler des principes ou des règles valables pour l'avenir. Cette méthode se sert de l'observation dans un dessein inductif ; mais *son observation n'est pas immédiate*, puisqu'elle porte sur des événements révolus, sur des faits antérieurs qu'elle n'atteint que par l'intermédiaire de documents historiques ou de témoignages oraux ; elle mérite donc avant tout le qualificatif d'*historique*.

D'autre part, prenant pour postulat que les transformations de la guerre sont exclusivement déterminées par celles de l'armement et de la machinerie, on peut n'avoir égard qu'aux instruments de combat *actuels*, et demander

<sup>1</sup> Lire la première partie de cette étude dans notre livraison de mars 1934. (Rééd.)

au seul examen de leurs procédés d'emploi des lumières sur la guerre future. Cette seconde méthode tire du fait *directement observé* des déductions rationnelles : elle est déductive. Comme elle opère sur le concret du moment, sur les réalités et possibilités de l'heure, elle a droit surtout au qualificatif de *positive*.

Que valent aujourd'hui ces deux vieilles disciplines ? En est-il d'autres à leur opposer ? Si oui, sont-elles exclusives l'une de l'autre ? Et se prêtent-elles à des amendements qui les renouvellent ? Je vais essayer de répondre à ces questions.

La méthode positive, depuis une dizaine d'années, a vu grandir singulièrement le nombre de ses adeptes, alors qu'au lendemain immédiat de la Grande Guerre beaucoup d'esprits tenaient celle-ci une expérience quasi définitive et sacrifiaient de la sorte, plus ou moins consciemment, à la méthode historique. Ce regain de fortune est dû principalement au double et grandiose essor de l'aviation et de la traction automobile, devenues capables, la première, de porter des tonnes d'explosifs toxiques à des distances considérables en un temps minime ; la seconde, de mouvoir en terrains variés, à grande allure, des canons, des mitrailleuses, des lance-grenades et des lance-flammes sous blindage. Possibilités vraiment formidables qui laissent entrevoir un total bouleversement des formes de la lutte et qui paraissent, tout ensemble, exclure du champ de bataille le combattant découvert et faire du non-combattant de l'arrière la victime expiatoire des conflits. Elles ont donné naissance à des *doctrines de guerre* résolument novatrices, par là bien caractéristiques des conséquences de la méthode et, à ce titre, dignes d'être rappelées.

La première en date est celle qui, dès le début de l'après-guerre, a déterminé l'état-major général britannique à *mécaniser* pour le combat une part importante de son armée métropolitaine. Elle affirme que la suprême leçon tactique de la Grande Guerre est *la renaissance de la cuirasse* et par suite celle de l'offensive, grâce à l'essence et à la

chenille. Elle en déduit la nécessité de réaliser des *grandes unités mécaniques*, formant chacune un système complet d'engins blindés « tous terrains », avec ses organes de reconnaissance et de sûreté, ses forces de combat et de choc, ses machines de transmissions. Elle fait de ces grandes unités l'argument décisif de la bataille, — celui qui, manié avec adresse et hardiesse, donnera sûrement le coup de grâce à l'adversaire ; elle souligne d'ailleurs leur caractère économique, puisqu'une brigade blindée dispose d'une puissance de feu contre le personnel plus grande que celle de la division d'infanterie française, dont les effectifs sont pourtant supérieurs de 60 % en officiers et de 80 % en hommes. Du même coup, elle s'érige en restauratrice de la mobilité sous le feu, donc de la *manœuvre soudaine, rapide et profonde* interdite aux armées d'hier, à ces « masses d'hommes, incapables d'affronter le feu, mais capables de le produire avec une puissance telle que l'art de la guerre se meurt dans le massacre et la ruine universelle <sup>1</sup> ». Ce n'est pas le lieu, ici, de décrire les types de chars auxquels les Anglais ont fini par donner la préférence, mais il faut dire qu'ils ont appliqué la méthode positive avec rigueur, en ce sens que leurs choix ont toujours résulté de larges expériences à la faveur d'exercices de grande envergure, et que l'ajustement progressif de leur doctrine a entraîné, en l'espace de 9 ans, trois refontes de leur règlement sur le Service des Armées en campagne (1920, 24 et 29). Aussi bien, s'estiment-ils, en la matière, des précurseurs jouissant d'une notable avance sur l'étranger, ce qui est exact, bien que l'étranger ait su tirer profit de leurs tâtonnements et de leurs certitudes, tant tactiques que techniques. Disons, de plus, qu'en se lançant dans cette voie de la mécanisation, les dirigeants militaires de Londres ont obéi à leur pragmatisme stratégique : l'intervention armée sur un théâtre européen n'étant que *l'une* des missions éventuelles de la stratégie impériale,

<sup>1</sup> Citation du Major Général Fuller, précurseur en matière de mécanisation, auteur de nombreuses études sur ce sujet et sur les formes futures de la guerre.

ils ont visé ainsi à l'organisation scientifiquement optimale de la force d'appoint dont ils disposeraient pour faire pencher la balance des armes aussi bien à l'intérieur qu'au dehors de l'empire.

Une deuxième doctrine de guerre d'inspiration positiviste est due au général italien Douhet. La synthèse en est donnée par la formule : résister simplement sur terre et sur mer pour faire masse offensive dans l'air. Elle dérive en droiture de l'examen des possibilités actuelles et des virtualités certaines de l'aviation. Par offensive dans l'air, elle entend non pas la recherche de la « bataille des ailes » — produit d'imagination romantique — mais l'attaque de l'ennemi à la *surface*, terre ou mer, par la bombe ou la torpille, opération dont les conditions matérielles sont connues et les résultats susceptibles d'une mesure exacte. Elle aboutit nécessairement au concept de la *guerre totale* puisque cette attaque à la surface ne fait aucune distinction entre les moyens proprement militaires du pays ennemi et ses organes vitaux : centres politiques ou démographiques, régions de productions ou d'échanges, entrepôts, nœuds ou systèmes de communications. Elle constitue une application généralisée, intégrale, du principe de l'économie des forces en obligeant le gouvernement à se faire une conception unitaire de la défense nationale, à supprimer en conséquence les cloisons qui séparent l'armée, la marine et l'aéronautique, et à créer un organe de commandement et d'administration qui les groupe toutes trois pour rendre connexes leurs budgets et leurs missions stratégiques. Le premier ouvrage de Douhet (*La maîtrise de l'air*) parut en 1921. Ses vues, longtemps négligées ou combattues, n'ont été admises par le régime fasciste qu'à partir de 1927 ; mais les manœuvres d'août 1931 furent la réplique même d'une anticipation publiée précédemment par le général sous le titre de *Guerre de 19...* En Amérique, il a obtenu en 1929 l'adhésion catégorique du général Mitchell, ex-commandant des forces aériennes des Etats-Unis, lequel n'a pas hésité à écrire : « La vieille théorie que la destruction de l'armée

est une condition de la victoire n'est plus vraie. » En Angleterre, il a amené des écrivains militaires éminents à reconnaître que la position politique de la Grande Bretagne se trouve bouleversée par les progrès de l'arme aérienne, qui suppriment son isolement insulaire ; à réclamer l'institution d'un super-état-major impérial, chargé d'arbitrer entre l'armée, la marine et l'air ; à prévoir même qu'avant longtemps les fonctions de défense confiées aux forces navales devront l'être aux forces aériennes. En France, les disciples ou les partisans de Douhet ne se sont déclarés que plus tard, enhardis par la création du ministère de l'air, où leur influence est devenue manifeste. Quant aux Allemands, ils ne seraient point eux-mêmes s'ils ne goûtaient pas cette stratégie qui s'assure l'initiative des opérations en brusquant les hostilités.

Une troisième doctrine figure encore à l'actif de la méthode positive : elle a pour maître l'organisateur de la Reichswehr, le général von Seeckt. Comme l'anglaise, elle demande à des facteurs techniques la restauration de la manœuvre terrestre ; comme l'italienne, elle entend préluder au conflit par une puissante offensive aérienne. Son système de forces est monté en trois pièces : *armée de l'air* aussi nombreuse que possible ; *armée de métier* d'au moins 200 000 hommes, complètement mobilisée dès le temps de paix et par conséquent capable d'entrer en campagne instantanément ; *armée populaire*, formée de la masse restante des hommes valides, soigneusement préparés au service militaire par des périodes d'instruction intensive, échelonnées depuis le jeune âge jusque bien avant dans l'âge mûr. En arrière de cette organisation, une puissante industrie de guerre maintient au plus haut degré de perfection l'équipement et l'armement de l'armée de métier, et se pourvoit des prototypes et de l'outillage nécessaires pour fabriquer dans le moindre délai tout le matériel destiné à l'armée populaire. La mise en œuvre du système va de soi : la guerre est ouverte plus ou moins à l'improviste par l'armée aérienne dont les actions massives livrent carrière à l'irruption de

l'armée permanente, chargée — suivant les termes mêmes de von Seeckt — de « battre rapidement les forces ennemies avec lesquelles elle entrera en contact, d'empêcher l'ennemi de lever et de former d'autres troupes, de l'obliger peut-être dès ce moment à conclure la paix. » Tandis que ces deux armées s'efforcent d'arracher une décision au moins partielle, la levée en masse de la nation a commencé : elle doit fournir les réserves qui permettront soit de garantir l'intégrité du territoire en cas de réaction dangereuse des adversaires, soit d'alimenter l'offensive initiale pour en sauvegarder l'accélération ou en étendre l'ampleur. En résumé, doctrine fondée sur les possibilités de l'avion de combat et de bombardement, sur la supériorité technique et tactique du soldat de métier (nouveau gladiateur), sur le potentiel des fabrications de guerre toujours étudiées et toujours prêtes, sur la mise en condition d'un peuple-soldat.

On conçoit que devant ces trois vigoureux rejetons de la méthode positive, beaucoup d'esprits répudient la méthode historique qui leur paraît timide et lente, à la remorque d'événements qu'elle interprète à son gré, entichée de fausses analogies, — en un mot, désuète pour notre temps. Il est vrai que la discipline de l'Histoire est fort battue en brèche depuis la Grande Guerre dont elle reçut plus d'un démenti. Faut-il rappeler la terrible botte que Paul Valéry lui a portée dans ses « Regards sur le Monde actuel »<sup>1</sup> ? « L'Histoire, disait le célèbre académicien, est le produit le plus dangereux que la chimie de l'intellect ait élaboré. Ses propriétés sont bien connues. Il fait rêver, il enivre les peuples, leur engendre de faux souvenirs, exagère leurs réflexes, entretient leurs vieilles plaies, les tourmente dans leur repos, les conduit au délire des grandeurs ou à celui de la persécution, et rend les nations amères, superbes, insupportables et vaines.

» L'Histoire justifie ce que l'on veut. Elle n'enseigne

<sup>1</sup> Librairie Stock-Delamain et Boutelleau, Paris 1931.

rigoureusement rien, car elle contient tout, et donne des exemples de tout.

» Que de livres furent écrits qui se nommaient : *La Leçon de Ceci*, les *Enseignements de Cela !...* Rien de plus ridicule à lire après les événements qui ont suivi les événements que ces livres interprétaient dans le sens de l'avenir.

» Dans l'état actuel du monde, le danger de se laisser séduire à l'Histoire est plus grand que jamais il ne fut.

» Les phénomènes politiques de notre époque s'accompagnent et se compliquent d'un *changement d'échelle* sans exemple, ou plutôt d'un *changement d'ordre des choses*. Le monde auquel nous commençons d'appartenir, hommes et nations, n'est pas une figure semblable du monde qui nous était familier. Le système des causes qui commande le sort de chacun de nous, s'étendant désormais à la totalité du globe, le fait résonner tout entier à chaque ébranlement ; il n'y a plus de questions locales, il n'y a plus de questions finies pour être finies. »

Page étourdissante, au sens littéral du mot. Mais la modeste Histoire militaire, qui prend appui sur des constatations d'ordre technique ou psychologique, peut s'en relever, croyons-nous. Quand elle vérifie, par exemple, qu'à l'origine d'une défaite comme celle de la France en 1870-71, il y a une organisation de l'armée du temps de paix qui ne répond pas aux exigences de la mobilisation rapide de tous les hommes en état de porter les armes ; qu'il y a un haut commandement et des états-majors dépassés par leurs tâches respectives faute d'une culture professionnelle appropriée ; la *leçon* qu'elle donne, l'*enseignement* qu'elle tire n'ont rien d'incertain ni d'aléatoire. De même, quand elle montre l'influence que la lucidité et le calme d'un chef ont exercé, dans telles circonstances difficiles, sur l'âme de subordonnés inquiets ou chancelants. Sans doute, peut-on reprocher à la plupart de ceux qui l'ont exploitée, avant 1914, au profit de leurs théories tactiques ou stratégiques, de n'avoir pas prévu les formes nouvelles que la guerre mondiale allait revêtir ; mais cet aveuglement est-il bien



une conséquence de la méthode ? En France, par exemple, les historiens militaires s'étaient surtout occupé des campagnes de Napoléon et du Maréchal de Moltke, ce qui s'explique par des raisons sentimentales ; mais s'ils avaient apporté le même goût et la même objectivité à scruter les faits de la Guerre de Sécession des Etats-Unis et de la Guerre russo-japonaise de Mandchourie, ils auraient probablement pressenti quelques-uns des phénomènes « scandaleux » dont une conflagration européenne pourrait se rendre coupable, tels : la continuité des fronts, résultat de la grandeur des effectifs mis en ligne ; l'empire souverain du feu, spécialement quand il se conjugue avec l'utilisation des accidents du terrain ; l'allure saccadée des opérations, due à l'énormité des moyens nécessaires pour livrer une seule bataille offensive ; la stagnation des fronts entre ces batailles exténuantes, et leur enfouissement dans le sol. La discipline de l'Histoire, en général, est d'un usage difficile et laborieux parce qu'elle ne peut prétendre à des synthèses justes qu'après de vastes et profondes analyses. Lorsque celles-ci sont fragmentaires et superficielles, elle n'a aucune valeur, ou plutôt elle offre les périls stigmatisés par Paul Valéry ; et si on la voit trop dépréciée aujourd'hui, c'est peut-être moins à cause de ces périls que du patient effort qu'elle demande à ceux qui veulent s'y soumettre : en toutes choses, le siècle est féru de vitesse. Or l'Histoire militaire rend à coup sûr certains services de capitale importance, et se trouve seule à pouvoir les rendre ; pour nous en convaincre, jetons les yeux sur les procédés d'instruction qui appartiennent à la *méthode positive*.

Le principal d'entre eux consiste dans l'étude des « cas concrets », autrement dit dans le Kriegspiel. Je n'ai rien à vous en apprendre. Permettez-moi seulement, pour éclairer notre discussion, de rappeler qu'il faut mettre trois conditions à l'emploi de ce procédé, si l'on veut en exploiter toute la richesse pratique, tout le pouvoir évocateur. La première est que l'instructeur chargé de diriger le Kriegspiel maintienne impérieusement les débats et les travaux *sous*

le signe de la raison et dans le respect des réalités techniques ; la seconde est de ménager une *progression* dans les formes du jeu, en commençant par les exercices à simple action, où le directeur manie lui-même l'ennemi dont il a étudié de très près les possibilités, et en finissant par les exercices à double action, qui sont la meilleure école du temps de paix pour entraîner les facultés de jugement et de décision ; la troisième condition, enfin, est de prendre souvent *des situations historiques comme arguments des thèmes* afin que les exécutants puissent constater dans quelle mesure les progrès techniques réagissent sur l'application des principes de la guerre et rendent plus ou moins caduques les solutions reconnues bonnes dans le passé. Veuillez d'ailleurs noter au passage ce recours de la méthode positive à l'Histoire : nous aurons à y revenir dans un instant.

Une autre application de la méthode positive est représentée par les manœuvres de grandes unités portées à leurs effectifs de guerre : elle est excellente pour l'éducation des chefs et le perfectionnement des états-majors, ainsi que pour le dressage des troupes aux servitudes de la vie en campagne ; mais elle est d'ampleur limitée, car elle ne se prête pas, pour des raisons sociales et financières, à l'étude du maniement de grandes masses telles que l'armée ou le groupe d'armées. Force est d'effectuer pareilles études par le procédé des « cas concrets » sur la carte ou sur le terrain, avec la seule représentation des chefs, de leurs états-majors et de leurs directeurs de services.

Enfin, il y a les expérimentations d'engins et de machines, faites dans le cadre d'une opération tactique ou stratégique nettement définie, à l'aide de formations assez nombreuses pour que ce matériel subisse une épreuve *collective*, la seule valable au regard de la guerre. C'est le mode d'examen que les dirigeants militaires du temps de paix doivent toujours imposer aux techniciens. Il est logique, puisqu'une tactique ne s'élabore qu'en fonction d'un armement donné ; il est scientifique, puisqu'il permet de conclure sur des *moyennes*. J'ai dit que le haut commandement anglais l'a

employé avec un grand esprit de suite dans sa recherche du meilleur type de grande unité mécanisée, et le fait le plus suggestif de sa longue série d'essais fut sans doute son embarras devant certaines propriétés inattendues des appareils mis en œuvre. L'organe crée la fonction, peut-on dire à ce propos ; mais on l'avait déjà appris par quelques découvertes techniques de la Grande Guerre.

Il est évident que ces trois procédés de la méthode positive relèvent essentiellement de la raison. Les *facteurs moraux* qui sont des impondérables d'origine multiple, leur échappent, et *voilà leur grande lacune*. On y a remédié en partie à l'aide d'artifices qui font entrer en ligne de compte les effets du feu : barèmes de pertes théoriques qu'on applique dans les « cas concrets » ; service d'arbitrage qui est devenu une pièce maîtresse de l'organisation des manœuvres des troupes. Mais ces efforts, pour puissante que soit leur action sur l'âme des hommes qui les subissent, ne sont jamais que *l'un* des ressorts du drame moral où se débattent les soldats, les états-majors et les chefs. D'autre part, les « cas concrets » de grande envergure, seuls praticables pour l'instruction des organes du haut commandement, comportent toujours le risque d'être faussés soit par le coefficient personnel du directeur de l'exercice, soit par l'excès, chez les exécutants, de ce que Pascal appelle *l'esprit de géométrie*. Il se rencontre, en effet, des officiers d'élite qui prétendent étayer leurs thèses tactiques ou stratégiques sur le raisonnement seul, dans ce qu'il a de plus absolu. En général, ce sont des travaux ou des occupations d'une étroite technicité, ou bien une formation antérieure uniquement demandée aux sciences abstraites, qui engendrent ce travers, cette négation de *l'esprit de finesse*. Pour de tels logiciens, la guerre se doit mettre en théorèmes : le soldat qui la fait n'est qu'une « quantité » dans une équation. On voit à quelles utopies cela peut mener. Les « cas concrets » appellent donc le contrepois d'une discipline consciente de la relativité des dogmes et de la prédominance humaine : le contrepois de la méthode historique.

Certes, l'Histoire militaire ne présente pas en toutes ses parties une égale valeur éducative pour l'exercice du haut commandement. D'ordinaire, plus ses récits entrent dans le détail des actions de guerre, moins ils approchent de la réalité. Elle arrive rarement, en particulier, à reconstituer toute la genèse et toute l'évolution d'un *combat*, car souvent les acteurs eux-mêmes ne sont pas sûrs de ce qu'ils ont pensé et fait ; et les témoins oculaires d'un même épisode le racontent presque toujours de façons différentes. S'agit-il, au contraire, d'une manœuvre stratégique, de sa conception, de son développement, de ses résultats, elle peut juger sur des éléments écrits ou oraux que l'atmosphère troublante de la lutte matérielle n'a pas déformés et qui sont d'autant plus dignes de foi. Même possibilité, à priori, pour toute une catégorie de questions ressortissant directement à la haute culture militaire, comme : l'organisation des armées mobilisées, les rapports des gouvernements et des généralissimes, les modes de coopération ou de subordination des grands quartiers généraux alliés dans les guerres de coalition, les méthodes de travail et de commandement des chefs victorieux, la structure et l'activité des états-majors et des services dans les campagnes les plus récentes, l'influence des fabrications de guerre sur le rythme et la forme des opérations, etc... Ces grands sujets se prêtent à des enquêtes sereines, d'où sortent des enseignements qui ne le cèdent pas, en portée, à ceux des plus amples « cas concrets » et qui peuvent être une assurance contre les surprises de l'avenir. Faut-il rappeler, par exemple, que faute de méthode historique, les Français abordèrent le conflit mondial dans un état notoire d'impréparation à l'égard des trois problèmes du gouvernement de guerre national, de la conduite d'une coalition, de la mobilisation industrielle ? Pour celle-ci, les avertissements de l'histoire auraient dû nous éviter la crise des munitions, des fusils et des canons qui sévit à partir de l'automne 1914 et se prolongea loin sur 1915 : en effet, le Comité de Salut public de l'an II, Napoléon à la fin de 1813, le Gouvernement de la

Défense Nationale en 1870-71 avaient connu les mêmes difficultés et, tous trois, les avaient surmontées grâce à une véritable mobilisation de l'industrie et du commerce, comportant l'appel aux savants et aux techniciens, la réquisition de matières premières et d'usines, la mise en sursis d'ouvriers aptes au service armé. Et comment ne pas s'étonner du chiffre de 1200 coups par pièce de 75 à tir rapide, avec lequel nos artilleurs sont entrés en campagne au mois d'août 1914, alors qu'on pouvait savoir qu'à la bataille des Nations sous Leipzig, en 1813, la moyenne de consommation des canons lisses de Napoléon fut de 400 coups par pièce pour l'ensemble des deux journées des 16 et 18 octobre ? On ne se libère pas des erreurs ou des fautes du passé en se contentant de les ignorer.

Au surplus, l'Histoire militaire et la méthode positive peuvent se rejoindre, pour le plus grand profit de la seconde, dans les recherches qui concernent les *tactiques propres des différentes armes*. Après la Guerre de Sécession des Etats-Unis, les Anglais furent à peu près les seuls en Europe à enregistrer *pratiquement* la leçon qu'elle avait donnée au sujet de la cavalerie, savoir l'impossibilité de faire combattre cette arme à cheval, par conséquent l'obligation de l'utiliser désormais à la manière d'une réserve mobile de tireurs ou d'une infanterie montée, et de l'équiper *ad hoc*, en vue du combat à pied. La Grande Guerre, grâce à ses historiens, a été mieux écoutée. Chaque tactique d'arme y a subi une évolution dont la courbe trouve aujourd'hui son aboutissant dans l'organisation, la technique et la doctrine d'emploi de l'arme intéressée. Les grandes différences organiques que présente l'infanterie du type 1934 par rapport à l'infanterie la mieux outillée de 1914, ne sont que le terme d'une transformation dont l'objet s'est précisé chez les Français et les Allemands à partir de la bataille de la Somme (1916) et qu'on peut énoncer ainsi : doter l'infanterie d'une gamme d'engins à tir tendu et à tir courbe, tant collectifs qu'individuels, qui la mettent à même d'agencer et de mener son combat de feux *en profondeur*, comme

font les artilleurs avec leur gamme de canons. L'artillerie de 1934, elle aussi, perfectionne une tactique dont les voies se sont ouvertes pendant la Grande Guerre et qui demande à une exacte détermination des coordonnées topographiques de ses pièces le moyen de manœuvrer ses trajectoires avec souplesse et justesse. Quant à la cavalerie, le bilan des résultats qu'elle a obtenus de 1914 à 1918 explique tous ses avatars depuis la guerre, en justifiant du reste l'opinion des gens qui la tiennent apte, de par ses traditions, à chevaucher la machine là où le cheval est impossible. Les doctrines du général Douhet et du général von Seeckt sont visiblement nourries de méditations sur l'histoire du dernier conflit, et le mouvement d'idées et d'expériences qui a porté les Anglais vers la réalisation de la grande unité mécanique à base de chars, a son origine dans l'étude et la critique des opérations menées par le Royal Tank Corps à la bataille de Cambrai le 20 novembre 1917, au combat du Hamel le 4 juillet 1918 et à la bataille d'Amiens le 8 août de la même année.

Observons encore — pour ne pas dire *surtout* — que l'Histoire militaire, quand on l'étudie avec suite et discernement, ne tarde pas à vous convaincre de *l'action efficace de l'homme sur les événements*. Plutarque est fort loin d'avoir toujours menti. Acquis au commerce spirituel des grands chefs du passé, cette conviction est génératrice d'énergie morale pour les chefs du présent parce qu'elle *légitime* leur foi dans la grandeur de leur rôle. Les officiers qui ont traversé en acteurs le drame de 1914-18 savent, de science directe et personnelle, que dans les situations de guerre les plus périlleuses elle sauve tout, en incitant les cœurs à ne pas s'abandonner. L'officier qui cherche, dans l'analyse des campagnes, dans les archives de guerre, dans les souvenirs de combattants des exemples d'activité conductrice ou le témoignage du rayonnement moral qu'émettent les belles âmes de chef, se rend professionnellement meilleur ; devant l'ennemi, il fera de son savoir plus qu'une force : une *volonté*.

Ainsi, nous constatons que la *méthode positive* ne saurait

se passer, même dans ses démarches les plus hardies, du concours de la *méthode historique*, et que celle-ci, en dépit de l'avènement incontestable d'un « temps nouveau » où les vieilles normes du métier des armes sont bouleversées, reste seule à pouvoir explorer efficacement la sphère morale de la guerre. Il me reste à examiner si ces deux disciplines, telles que je les ai définies, suffisent pour le but qui est en cause.

Elles correspondent au double aspect sous lequel on s'est contenté trop longtemps d'envisager la guerre : celui d'un *art* et d'une *science* à la fois. Mais c'est là une compréhension restrictive et donc inadéquate. La guerre diffère des arts et des sciences, d'abord — je viens de l'indiquer — en ce que l'action de la volonté y est sans cesse dirigée non contre des objets matériels, mais contre des êtres vivants et réagissants ; ensuite, en ce que sa nature est foncièrement changeante. Si elle n'était qu'art et science, et de ce fait simplement soumise à des principes et à des techniques propres, elle ne créerait pas, à chacun de ses retours, tant de surprises ou d'embarras aux meilleurs spécialistes. En réalité, elle est une catastrophe *sociale*, et l'on n'a chance d'en bien comprendre les formes passées ou d'en pressentir les caractéristiques futures que si on la considère *du point de vue social*. Clausewitz a fait preuve d'une grande pénétration d'esprit pour son époque, lorsqu'il a écrit : « La guerre se doit situer non dans le domaine des arts et des sciences, mais dans la sphère de la vie sociale. C'est un conflit de vastes intérêts qui se résout par du sang et ne diffère qu'en cela des autres conflits. »

On a pu soutenir raisonnablement que les traits spécifiques de la Grande Guerre ne s'incarnaient pas dans l'arme automatique de petit calibre, l'artillerie lourde à grande portée, les gaz asphyxiants, les chars de combat et l'aviation, mais qu'ils formaient l'image de deux humanités déployées corps à corps sur d'immenses espaces et clouées au sol par le tragique équilibre de leurs forces matérielles et de leurs volontés. En effet, la Grande Guerre s'est dis-

tinguée des conflits précédents avant tout par l'entrée en ligne massive de la totalité des citoyens d'un très grand nombre d'Etats, produisant la sursaturation immédiate des principaux théâtres d'opérations ; et les progrès accomplis, de 1914 à 1918, par l'armement des principales armées belligérantes ont été la conséquence et non la cause de l'équilibre stratégique instauré presque d'emblée par l'excès et l'équivalence des effectifs opposés. Or la mobilisation générale et soudaine de l'Europe n'a été rendue possible que par l'extension du *système de la nation armée*, qui est un phénomène d'ordre social autant qu'une formule d'organisation militaire, car un peuple, pour en être capable, doit être parvenu à un certain degré de centralisation politique et administrative, de développement économique et d'outillage industriel, de conscience nationale et d'éducation civique, bref, de maturité sociale. Caractériser la Grande Guerre uniquement par les particularités techniques du matériel qu'elle a mis en œuvre, c'est donc en négliger la signification humaine, c'est répéter l'erreur de tant de dirigeants d'avant 1914, civils ou militaires, pour lesquels une conflagration européenne ne devait être qu'une immense passe d'armes, déclanchée au commandement : Soldats, à vous le tour !

A l'heure actuelle, le fait qui influe le plus profondément sur la vie des peuples civilisés est l'envahissement du machinisme. La mécanique conditionne désormais l'existence privée à l'égard des relations sociales : les industries ont crû et multiplié pour que chaque individu l'utilise ; chaque individu y a pris goût et lui demande soit d'aider à son activité physique et intellectuelle, soit de pourvoir à son confort ou à son plaisir. Les retentissements de ce fait sont considérables. C'est d'abord, pour l'industrie, en raison même de son essor gigantesque, une faculté toujours plus grande d'adaptation rapide aux exigences des fabrications de guerre. Rares sont les usines à fins pacifiques, dont on ne puisse, plus ou moins promptement, tirer parti pour ces fabrications. La prospérité industrielle d'une nation cons-



titue ainsi du *potentiel militaire*, au même titre qu'une armée active et des réserves instruites. En second lieu, c'est une métamorphose mentale chez le grand public. Celui-ci considère comme un anachronisme le labeur de l'homme réduit à ses seules mains ou à l'outil individuel. Il aime l'automatisme et la standardisation, le moindre effort pour le plus grand résultat. Mais il aime aussi, sous l'empire des inventions qui diversifient les machines, le mouvement et la vitesse, le changement et l'inédit. De là résulte pour le commun des esprits une tendance continue à s'extérioriser, à fuir hors de soi, à s'épargner les longs efforts de pensée ou de méditation. Par là s'expliquent le penchant à la technicité, le développement de l'instinct grégaire et de l'esprit d'association, la fortune des sports et du cinéma, la vulgarisation du tourisme et de la T. S. F., le pouvoir exorbitant de la presse et de la publicité, et, dans plus d'un pays, la formation d'une *mystique d'état* qui est une standardisation des idées politiques et du civisme.

L'action de ces facteurs sur le plan militaire présente le plus haut intérêt. Le méconnaître quand on construit une armée nationale et quand on recherche les modes d'emploi les meilleurs de cette armée, est une faute grave. Nous avons, plus haut, exposé trois doctrines stratégiques de sources étrangères : quoi que l'on puisse penser de chacune d'elles, on ne saurait contester à aucune le mérite de répondre parfaitement au génie propre et aux possibilités matérielles de la nation qu'elle concerne ; elles ont dès lors une *valeur sociale*, un *principe de vie* qui nous commandent de les prendre en sérieuse considération.

La crise que traverse présentement le monde met en relief deux choses : un enchevêtrement inouï de connexions dans le champ universel des phénomènes économiques et politiques ; le rôle prédominant des éléments psychologiques par rapport aux éléments techniques dans tous les domaines de l'activité humaine où cette crise sévit. Il est évident que les peuples civilisés ont provoqué celle-ci par leurs prétentions contradictoires de se suffire économique-

ment à eux-mêmes et de participer néanmoins, avec le maximum de profit, à la vie économique des autres. Il est non moins évident que les plus aptes d'entre eux à supporter la crise, à en limiter les dommages matériels et moraux, à garder en dépit de sa prolongation un rythme de vie régulier et fort, sinon joyeux, sont ceux qui demeurent *unis dans un idéal social et patriotique*. Si la guerre doit avant longtemps se rallumer en Europe, elle sera due à l'exploitation d'un messianisme politique pour des buts de suprématie économique.

De tous les aspects que revêt la guerre, le social est donc, en définitive, le plus digne d'attention, parce que les autres s'y fondent ou finissent par s'y fondre. L'élite destinée aux postes du haut commandement doit posséder, en conséquence, des vues claires et justes sur tout ce qui détermine ou affecte, cristallise ou fait évoluer l'état social de son pays et celui des pays avec lesquels un conflit ou une alliance militaire est possible. Il y a là matière à un enseignement très étendu, car la vie sociale et son économie sont fonctions de l'économie politique qui elle-même, dans l'ordre des échanges internationaux, doit prendre assiette sur l'activité diplomatique et sur les coutumes, traités et conventions dont est fait le statut commun des Etats. Economie sociale, économie politique, droit des gens, histoire diplomatique, politique extérieure, géographie humaine sont les instruments de cette culture adjacente, ou plutôt de cette *culture d'appui*. On leur associera, bien entendu, l'étude des principales armées étrangères, considérées sous l'angle social autant que sous l'angle technique, et une information exacte touchant les diverses branches de la préparation générale du pays à la guerre : mobilisation économique, mobilisation industrielle, mobilisation de l'esprit public, propagande à l'étranger.

Arrivons-nous ainsi à une troisième discipline de formation ? Evidemment non. Nous sommes devant une application élargie de la méthode positive et de la méthode historique *combinées*. Ce n'est pas autre chose que l'incor-

poration de la culture proprement militaire dans les parties de la culture générale qui peuvent lui éviter les mirages inhérents à toute spécialisation. Et c'est l'assurance prise intellectuellement par les chefs de demain qu'ils ajustent leurs travaux tant spéculatifs que pratiques au cadre vivant des réalités nationales. Pour rester indivisible de la nation, l'armée doit en être le reflet. Il faut que le pays puisse « se mirer dans son bouclier ».

Mais en cheminant jusqu'ici au gré des deux vieilles méthodes toujours ingambes et volontiers enlacées, nous avons embrassé du regard un vaste programme d'enseignement. Au fond c'était bien de quoi il s'agissait, et cela nous a dispensés d'entreprendre une monotone énumération de matières et de recettes. Nous y avons gagné aussi de montrer implicitement qu'un tel programme ne peut s'adresser qu'à des esprits où l'âge n'a pas encore émoussé les dons de curiosité active et d'assimilation créatrice.

La conclusion à rapporter de cette promenade intellectuelle me semble évidente : *primauté de la méthode positive*, qui seule permet d'appréhender le présent et, dans le présent, quelques germes de l'avenir. Nous pouvions nous en douter au spectacle des subversions et des métamorphoses de tout ordre causées par la Grande Guerre. Primauté de la méthode positive, oui, sans conteste, mais à la condition que cette méthode connaisse *ses limites*, notamment *dans l'ordre moral*, et qu'elle ne se déporte pas des *règles de critique et de contrôle* que la *méthode historique* observe dans ses patientes investigations.

\* \* \*

Quittons maintenant les généralités pour le positif et le concret, en jetant un coup d'œil sur la *solution française* du grand problème d'enseignement dont j'ai tenté d'esquisser la théorie.

Tout ce que j'ai dit concernant la nécessité d'une culture supérieure *commune* pour les titulaires du haut commandement et pour les officiers d'état-major est réalisé en France

à l'aide de deux organes qui sont l'*Ecole Supérieure de Guerre* et le *Centre des Hautes Etudes militaires*.

L'*Ecole de guerre* soumet à une instruction de deux années des officiers qu'elle distingue annuellement par le moyen d'un concours sévère, et dont les âges s'échelonnent de 28 à 38 ans en moyenne. Son enseignement a pour objet principal, d'une part, la technique et la tactique des différentes armes (infanterie et chars, artillerie, cavalerie, génie, transmissions, aéronautique), d'autre part la tactique générale, la technique d'état-major et le fonctionnement des services dans le cadre de la *division* et du *corps d'armée*. Il porte en outre sur l'histoire militaire, l'industrie de guerre, la mobilisation nationale, les armées étrangères, la tactique navale, l'histoire diplomatique, la politique et la géographie générale, les langues (allemand et anglais principalement). Ses instruments sont la conférence, les travaux à domicile ou en salles, les exercices et démonstrations pratiques. Parmi ces derniers, le « cas concret » sur la carte et sur le terrain tient la toute première place pour les tactiques d'arme, la tactique générale, le travail d'état-major et la mise en œuvre des services (santé, intendance, munitions, transports, etc.). L'année scolaire est divisée en deux périodes : période intérieure, de novembre à mai, dite de *formation* ; période de voyages, de mai à août, dite d'*application*. Avant d'entrer à l'Ecole, les officiers reçus au dernier concours exécutent pendant six mois des stages dans les armes autres que la leur : initiation à l'armement, aux méthodes d'instruction, à l'*esprit* de chacune d'elles. A la sortie de l'Ecole, ils reçoivent le brevet d'état-major qui atteste non seulement leur aptitude à remplir toutes fonctions de paix ou de guerre dans les états-majors de division et de corps d'armée, mais aussi une connaissance entière des principes et des procédés sur lesquels repose la conduite de ces deux grandes unités en campagne. Autrement dit, ils sont capables, sur le vu d'une situation de guerre donnée, de prendre une *décision de chef* à l'échelon du commandant de division ou de corps d'armée, de la formuler, de la justi-

fier et d'établir, au titre de l'état-major, les ordres nécessaires pour en assurer l'exécution. L'Ecole en a donc fait à la fois des agents et des *collaborateurs* du commandement.

Le *Centre des Hautes Etudes militaires* soumet à une instruction de huit mois des lieutenants-colonels et des colonels qui ont été promus à ces grades avant d'avoir atteint respectivement l'âge de 47 et l'âge de 52 ans, ce qui implique qu'ils ont encore devant eux le temps de parvenir au grade de général de division. Ils sont désignés, sur la proposition de leur commandant de région (corps d'armée ou formation équivalente), par une commission que dirige l'Inspecteur général de l'armée, vice-président du Conseil supérieur de la Guerre. L'enseignement du Centre a pour objet essentiel la conduite des opérations dans le cadre de l'armée, du groupe d'armées et du commandement suprême (grand quartier général) ; subsidiairement, il a trait aux questions d'ordre politique, économique et social ayant des répercussions sur la conduite de la guerre ; en un mot, il concerne la *stratégie* qui est le maniement des masses sur les théâtres d'opérations, alors que l'enseignement de l'Ecole de guerre concerne la tactique qui a pour fin le maniement des feux sur le champ de bataille. Le programme d'études du Centre est divisé en six parties : exercices sur la carte (cas concrets) — cours de stratégie — questions militaires en rapport direct avec la stratégie ou offrant un caractère d'actualité — politique et géographie générales — droit des gens, économie politique, économie sociale — voyages d'ordre stratégique, tactique, historique et industriel.

C'est aux matières rangées sous les deux premières et la dernière de ces rubriques qu'est donnée la prépondérance. Les *exercices sur la carte* mettent en jeu successivement l'armée, le groupe d'armées et le grand quartier général dans une suite de cas concrets plus ou moins enchaînés dont le dernier, en principe, vise la coopération d'importantes forces terrestres, navales et aériennes. *Le cours de stratégie* se développe sous la forme de conférences à la fois historiques

et didactiques qui ont pour but commun d'étudier l'exercice du haut commandement dans le domaine stratégique et qui, par suite, s'ordonnent autour d'une idée centrale : celle du *chef, animateur* de toute opération. Une bonne place y est réservée à l'analyse des « éléments positifs de la guerre » : organisation générale de la nation pour le temps de guerre et mobilisation de ses ressources humaines et matérielles ; transports par voie ferrée et sur route ; fabrications de guerre. *Les voyages* servent à l'application et à la vérification sur le terrain des connaissances et des notions acquises aux exercices en salles et au cours de stratégie ; ils comportent un cas concret de grande envergure à double action, l'étude sur place d'une opération de la Grande Guerre (voyage d'histoire), un exercice tactique et stratégique dans les Alpes, un exercice en escadre navale, des visites d'organisations industrielles.

Pour matières des autres rubriques, l'enseignement est donné par des conférenciers d'une compétence indiscutable : officiers spécialisés ou sommités du monde civil.

L'entrée au Centre des Hautes Etudes est précédée par des stages accomplis dans les *Centres d'études tactiques* qui fonctionnent en permanence au titre de l'artillerie, de la cavalerie et de l'air, et par l'assistance à un *Cycle d'information* qui est organisé à l'automne de chaque année pour mettre un certain nombre de colonels et de généraux à même d'ajuster leurs idées en matière de coopération des armes *dans le cadre de la division et du corps d'armée*. Grâce à ces préludes, les futurs auditeurs du Centre des Hautes Etudes peuvent s'y présenter avec un bagage de connaissances *techniques et tactiques* sérieusement reclassées ou rajeunies. En même temps, ils ont reçu la documentation nécessaire pour stimuler et guider leurs réflexions préparatoires.

On ne saurait refuser au système d'enseignement que je viens de décrire la double marque de l'ampleur intellectuelle et de la logique interne. Sa vertu est garantie par le fait qu'il se fonde sur l'*union intime* de la méthode positive et de la méthode historique, tout en donnant à la première

la forte prédominance que nous avons reconnue nécessaire. En outre, il respecte le vieux principe français de la séparation du commandement et de l'état-major, puisque au Centre des Hautes Etudes militaires comme à l'Ecole de Guerre les officiers doivent toujours, pour tous les problèmes qui leur sont posés, commencer par faire *acte de chef* en raisonnant et rédigeant la *décision de manœuvre* qu'aurait à prendre dans la réalité le chef de l'unité dont ils étudient la mise en œuvre. Au Centre des Hautes Etudes, ces rédactions de décisions forment même l'essentiel du labeur, car le travail d'état-major n'y intervient que pour soumettre les décisions des disciples au *contrôle des possibilités techniques*, et s'y trouve réservé à une équipe d'officiers supérieurs brevetés, qui constitue l'état-major du directeur du Centre.

Cette solution française n'a-t-elle aucun défaut ? Ce ne serait guère humain. On la critique présentement sur deux points : l'âge des officiers admis au Centre des Hautes Etudes ; le fait, pour le Centre, d'être seulement *militaire* au lieu de répondre aux besoins généraux de la défense nationale, considérée comme un problème de synthèse.

Voici le premier de ces griefs. Bon nombre de sujets désignés pour le Centre des Hautes Etudes militaires ont notablement dépassé la cinquantaine. Or il est indéniable qu'à cet âge la grande majorité des esprits n'a plus la souplesse nécessaire pour s'assimiler de façon active, de façon *dynamique* des méthodes et des connaissances *nouvelles*. Cela est spécialement vrai pour la plupart des officiers qui n'ont pas suivi les cours de l'Ecole Supérieure de Guerre avant de pénétrer au Centre : plus ou moins contrariés dans le jeu ordinaire de leurs réflexes mentaux, trop évolués pour évoluer encore, ils courent le risque de perdre confiance en eux-mêmes. L'officier d'élite de plus de cinquante ans est un chef qu'il faut laisser aux soins *conjugés* de *commander* et *d'instruire*, tout en lui assurant les *informations* indispensables pour qu'il se tienne au courant du mouvement intellectuel et des progrès techniques de l'armée nationale *et des armées étrangères*. On demande donc d'en venir à la

règle de n'appeler aux Hautes Etudes que des officiers âgés de 50 ans au grand maximum, c'est-à-dire des lieutenants-colonels en majeure partie et quelques commandants anciens de grade. Cela procurerait *ipso facto* deux autres avantages : raccourcir, pour les officiers brevetés d'état-major qui sont admis au Centre, l'intervalle beaucoup trop long qui actuellement sépare cette admission du temps passé à l'Ecole de Guerre ; assurer à l'enseignement du Centre un rayonnement plus actif grâce à la plus grande puissance de travail des officiers qui en sortent. On regrette en effet de voir le Centre des Hautes Etudes accueillir des brevetés qui depuis quelque quinze ans sont demeurés, par la force des choses, cantonnés dans le savoir que l'Ecole de Guerre leur avait fait acquérir : cela semble une mauvaise administration des forces intellectuelles que cette Ecole a formées. Et l'on regrette non moins de constater que la littérature militaire française, dans le domaine de l'*histoire* et de la *stratégie*, ne doit plus que de rares contributions aux officiers qui ont eu le privilège de parfaire leur culture professionnelle au Centre et qui, de ce fait, sont qualifiés pour entreprendre des études élevées dont puisse s'enrichir le patrimoine intellectuel de l'armée : carence que l'âge, avec les servitudes des hautes fonctions qu'il apporte, explique sans aucun doute.

Le second grief s'inspire de l'idée fort juste que la préparation à la guerre est un problème que les progrès de l'armement et de la machinerie commandent de *reprendre à la base*, en lui donnant une solution *une* par l'institution d'un *ministère de la Défense nationale* qui consacre et ordonne l'interdépendance des armements terrestres, navals et aériens et applique ainsi, dans toute sa rigueur, le principe de l'économie des forces. La conséquence logique de cette concentration sera de mettre les élites des trois armées en mesure de se rejoindre étroitement dans l'accomplissement de leur haute culture professionnelle.



\* \* \*

Messieurs, me voici au terme de ce long exposé, qui a mis votre attention à une épreuve sévère. Je vous remercie d'avoir bien voulu me suivre avec tant de bienveillance et de patience. Puissé-je avoir réveillé dans vos esprits des idées latentes, y avoir introduit ou du moins clarifié des notions nécessaires pour la pleine compréhension du *devoir de culture*, qui incombe aux officiers légitimement ambitieux d'atteindre les sommets spirituels du métier de Chef. Puissé-je aussi vous avoir fait saisir la grandeur intellectuelle dont est capable un corps d'officiers, qui veut s'instruire pour être digne de la victoire quand l'heure du sacrifice sonnera, car tout est là : avoir l'esprit assez *enrichi* et assez *souple* pour n'être absolument décontenancé par aucune des *surprises* qu'une guerre nouvelle peut tenir en réserve.

En tout cas, je vous aurai apporté une information sincère sur l'un des aspects les plus caractéristiques de l'armée française que vous avez intérêt à bien connaître, car elle est, en vérité, dans l'Europe inquiète et divisée, un sùr *instrument de paix*.

Général DUFFOUR.

---